

Les nouveaux fondements théoriques du protectionnisme dans le circuit keynésien

**« *Les nouveaux fondements théoriques du
protectionnisme dans le circuit keynésien* »**

Présenté par Jean-Vincent ACCOCE, Doctorant Centre d'Economie du Développement
(CED), Université Montesquieu Bordeaux 4
accoce@u-bordeaux4.fr

I Le circuit keynésien : un éclairage de la pensée keynésienne.

Les développements de la Nouvelle Ecole de Cambridge ont sans aucun conteste le mérite de pallier un « oubli » de la théorie keynésienne : la dimension internationale de l'économie. Ceci peut paraître surprenant dans la mesure où Keynes a entre autre marqué l'histoire par son implication dans la régulation internationale de l'économie d'après guerre. Mais la théorie portant son nom a pourtant comme trait caractéristique de ne s'appliquer pleinement qu'à un cadre d'analyse national.

Dès lors, l'initiative de la NEC est louable. Seulement, nous l'avons vu l'analyse de cette dernière reste encore trop marquée par une vision d'équilibre qui semble éloignée de la vision keynésienne.

Car en quoi la vision keynésienne, le paradigme développé par l'auteur ont réussi à frapper la science ? Comment John Maynard Keynes a réussi à renverser la *loi de Say* ? Non pas en s'accrochant aux vestiges d'une pensée classique reposant sur une analyse en termes d'équilibre, mais bien en utilisant un outil que seuls quelques illustres prédécesseurs (PETTY, QUESNAY, MARX en autres) avaient eu la clairvoyance d'utiliser : le circuit.

La formalisation de la pensée keynésienne se prête à merveille à l'utilisation de cet outil. Nous utiliserons la version du circuit présenté par le professeur Frédéric POULON, communément appelé circuit du produit afin de présenter les fondements théoriques du protectionnisme dans la pensée keynésienne. Il convient donc de présenter le circuit du produit.

Soit un circuit de 3 pôles avec 6 flux :

Les trois pôles de ce circuit représentent les grandes fonctions de l'économie :

B : le financement

E : la production

M : la consommation (et l'épargne qui est le reste du revenu après consommation)

Les six flux monétaires présents dans le circuit sont :

F : le flux net de financement

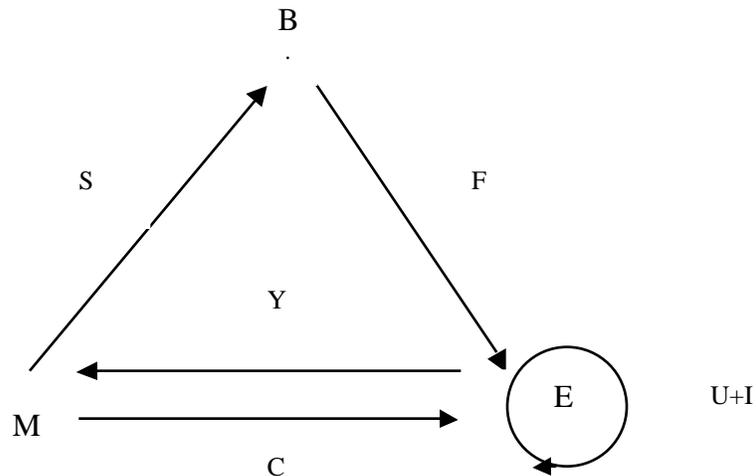
U : le coût d'usage de la production

I : l'investissement net

Y : le revenu distribué

C : la consommation

S : l'épargne



Circuit du produit

II Le circuit keynésien et les pays en développement : situation initiale.

Nous l'avons dit John Maynard KEYNES s'est avant tout fait connaître en tant que polémiste. Il est vrai que les combats ne manquaient pas en son temps et l'opinion publique retiendra surtout de lui le farouche opposant au Traité de Versailles, le combattant émérite de la crise en Grande Bretagne... Mais extrapolons un instant. Imaginons un John Maynard KEYNES transporté en ce début de siècle. L'auteur n'aurait-il pas bondi en constatant la situation des pays en développement ? N'aurait-il pas employé toute sa science pour proposer des solutions de «sortie de non-développement » ? La lutte contre le sous-développement est en effet une actualisation de grande envergure d'un de ses combats les plus célèbres : celui contre la crise. Et c'est justement dans ce combat que la théorie keynésienne peut pleinement s'exprimer. Toutefois, dans cette optique, le circuit keynésien nécessite quelques modifications.

En effet, comme toutes les modélisations, l'analyse en termes de circuit nous pousse à émettre quelques hypothèses en vue de faire coïncider celle-ci avec notre objet d'étude d'une

part (à savoir les pays en développement) et notre objet de recherche d'autre part (l'influence d'un libre commerce international sur la « santé » interne d'un pays. Pour ce faire, il est nécessaire de commencer notre analyse en termes de circuit par l'élaboration d'un cadre d'analyse et l'émission d'hypothèses.

A) CADRE D'ANALYSE

Considérons une petite économie ouverte. La période d'étude est le temps du circuit. L'activité productive de celle-ci peut être scindée en deux secteurs :

- Un secteur dont la **totalité** de la production est destinée à être écoulée sur le marché **domestique**. Nous noterons ce secteur **Ed**.
- Un secteur dont la production est orientée **en partie** vers les **marchés mondiaux** et **en partie** vers le marché **domestique**. Nous notons ce secteur **Ef**.

Dés lors, le circuit représentant cette économie se caractérise par l'existence de **6 pôles** :

Un pôle financier :	B
Un pôle productif « domestique » :	Ed
Un pôle productif « extravertie » :	Ef
Un pôle de consommation :	M
Un pôle administratif :	A
Un pôle représentant le reste du monde :	RdM

Entre ces pôles circulent **17 flux** qu'il convient de spécifier :

I) Spécification des flux :

Dans le pôle financier :

Ce pôle est celui qui insuffle « la vie » dans le circuit. Par le biais de la création monétaire, le circuit peut effectivement prendre forme. Les premiers flux issus de ce pôle seront donc des flux nets de financement. Ces derniers auront pour destinataires les secteurs productifs de l'économie.

Emplois :

Le flux **F1** sera le flux net de financement allant de B vers le pôle de production «domestique» Ed.

Le flux **F2** (également flux net de financement) ira quant à lui de B vers le pôle productif extraverti Ef. Nous faisons ici une hypothèse : en effet, nous supposons que ce pôle

productif, qui pourtant est en relation avec le reste du monde, prend comme source de financement le pôle B. Ceci est justifiable car nous pensons que dans le cadre d'une petite économie la relation de confiance s'établissant entre entrepreneur et bailleur de fond prime sur l'attrait de financement à moindre coût. De plus, les marchés mondiaux des capitaux étant aujourd'hui parfaitement intégrés, il est naturel de penser que les conditions de prêts dans notre petite économie soient sensiblement les mêmes que ceux prévalant sur les marchés mondiaux. Les entrepreneurs du secteur « extraverti » préféreront certainement un interlocuteur proche (et donc national) prêt à faire certaines concessions plutôt qu'un grand groupe financier international.

D : Flux d'excédent ($D > 0$) ou de déficit ($D < 0$) commercial de l'économie considérée envers le reste du monde. Si $D > 0$, les entreprises du secteur Ef possèdent des créances sur le reste du monde. Elles disposent donc de devises qu'il convient de placer auprès des banques. Inversement, si $D < 0$, le reste du monde dispose d'une créance sur les entreprises du secteur Ef, il dispose donc de monnaie nationale qu'il place auprès du secteur financier.

Da : Flux de déficit public financé par le pôle B et émanant du pôle des administrations.

Ressources :

Le pôle financier conserve également les dépôts monétaires des ménages. Cette épargne sera notée **S** comme à l'accoutumer.

Dans le secteur productif « domestique »

Ce secteur est créateur de richesse à l'intérieur de l'espace national. Il est verticalement domestique ce qui signifie qu'à aucun moment il n'intègre des INPUTS étrangers dans le processus de production. Ce secteur dévoue la totalité de sa production au marché domestique.

Emplois:

Afin de réaliser sa production, le secteur mobilise :

CI : les consommations intermédiaires nécessaires à la production (matières premières, énergies...)

CCF : la consommation de capital fixe. Dans cette consommation est regroupé tout ce qui touche à l'utilisation des machines. En effet, l'amortissement, le renouvellement de celles-ci sont pris en compte dans les dépenses de l'entrepreneur à travers ce flux.

I : Ce flux représente l'enrichissement net des entrepreneurs au cours de la période. Nous pouvons également appeler ce flux : formation nette de capital fixe ($FNCF = \text{Formation brute de capital fixe} - \text{consommation de capital fixe}$)

Quelques précisions sont nécessaires en vue d'éclaircir les développements ultérieurs. Lors du lancement de l'activité productive de la période, les entrepreneurs sont contraints de mettre en circulation des dépenses d'investissement (investissement brut) avant même de connaître les recettes de cette même activité (recettes qui ne seront connues qu'en fin de période) Devant ce «déséquilibre temporel» qui force les entrepreneurs à prendre une décision relative à la production avant même que celle-ci n'existe, comment peuvent-ils agir ? C'est à ce niveau que les anticipations entrent en jeu. Les entrepreneurs doivent sentir, « flairer », le niveau d'investissement brut qui leur permettra de dégager des profits de leur

activité. Nous appellerons **f** la fonction d'anticipation des entrepreneurs. C'est pourquoi nous pouvons écrire :

$$FBCF = f [(I-F1)^*]$$

Où FBCF est la formation brute de capital fixe et $(I-F1)^*$ représente le profit non distribué du secteur Ed anticipé par les entrepreneurs de ce même secteur (ou le revenu de ces derniers) C'est effectivement $I-F1$ qui est déterminant dans la décision d'investir pour l'entrepreneur. Car si l'entrepreneur anticipe $I-F1 > 0$, soit un profit non distribué conséquent, il va déclencher l'investissement. Une anticipation d'une autre nature ($I-F1 < 0$) provoque une frilosité de la part de l'entrepreneur qui a pour conséquence de ne pas engendrer d'activité. Nous pouvons également définir la FBCF de la sorte:

$$\begin{array}{ccc} I+CCF = f [(I-F1)^*]^1 & & \\ \text{Mesure } ex \text{ post} & & \text{Mesure } ex \text{ ante} \end{array}$$

$$I = f [(I^*-F1)] - CCF^2$$

L'investissement net de la période va donc dépendre de l'ampleur de la formation brute de capital fixe initiale en début de période (et donc des anticipations des entrepreneurs quant à la rentabilité de l'activité) et de la consommation de capital fixe (qui est la traduction du degré de concurrence dans le secteur d'activité)

Y1: le salaire net versé par le secteur Ed au pôle de consommation M.

Ressources :

Parallèlement, le secteur Ed reçoit :

CI }
CCF } Voir dans les emplois. Ces flux sont intra sectoriels.
I }

Cif : les consommations intermédiaires du secteur Ef

Cd : représente le flux de consommation en produits domestiques provenant du pôle de consommation. Il sera expliciter par la suite.

F1 : voir dans le pôle financier.

¹ Nous avons ici un déséquilibre temporel qui est la force et la faiblesse de l'analyse. La force car elle colle à une certaine réalité celle des entrepreneurs. La faiblesse car elle est difficilement « modélisable »

² Au moment de la formation de ses anticipations F1 est connu donc $F1^*=F1$.

Dans le secteur productif « extraverti »

Ce secteur nous l'avons dit est en liaison avec le reste du monde. Ici nous posons l'hypothèse que ce secteur produit une offre susceptible de satisfaire pleinement non seulement les consommateurs de l'économie observée mais également ceux des autres pays. Comment une offre émanant d'un petit pays serait susceptible de satisfaire pleinement une demande mondialisée ? Nous avançons ici l'idée selon laquelle, les productions à travers le monde ont tendance à se standardiser. Cette standardisation se matérialise dans notre étude par l'adoption d'un processus de production intégrant des techniques de production «étrangères» .

Emplois :

Cf : dépense en consommations intermédiaires. Le secteur se procure ces consommations intermédiaires auprès du secteur productif domestique. Ceci ne constitue en rien une hypothèse forte car il est raisonnable de penser que pour faire fonctionner les machines importées, l'énergie locale est plus que satisfaisante.

Mccf : consommations de capital fixe importées. En effet, les machines produisant les biens du secteur Ef proviennent de l'étranger, de ce fait tout renouvellement de matériel, toute réparation, etc. ne peut se faire qu'à la source, à savoir l'étranger (pôle RdM)

Mi : par ce flux nous signifions que l'investissement net de ce secteur émane de l'étranger. Ceci signifie deux choses : d'une part les entreprises vont acheter leurs machines, brevet etc. à l'étranger. D'autre part l'activité développée par ce secteur engendre un enrichissement national.

Il semble évident que les importations d'une économie soient liées au fonctionnement de celle-ci. De plus, dans le cas particulier de celle que nous étudions, il apparaît que les importations soient naturellement liées à la consommation que le pôle M adresse au pôle extraverti. C'est pourquoi nous écrivons :

$$\mathbf{Mccf+Mi = hCf}$$

Avec un **h** est un coefficient représentant le rapport des importations nécessaires au fonctionnement du pôle productif extraverti dans la consommation des ménages adressée à ce même pôle.

Y2 : les salaires versés par le secteur au pôle de consommation. Notons ici une hypothèse forte. La main d'œuvre locale est totalement habilitée à manœuvrer des machines produites hors de l'espace national.

Ressources :

X : les exportations du secteur. Les entreprises de ce secteur amènent sur les marchés mondiaux une partie de leur production. Celle-ci est totalement apte à satisfaire les consommateurs du reste du monde.

Cf : la consommation de biens et services du pôle de consommation national.

F2 : voir les explications dans le pôle financier.

Dans le pôle administratif

Ce pôle regroupe toutes les administrations étatiques nécessaires au fonctionnement de la société.

Emplois :

Z : Traitement des fonctionnaires. Nous faisons ici l'hypothèse que le versement du traitement des fonctionnaires de l'Etat est le seul moyen d'action de ce dernier sur l'économie nationale.

Ressources :

T : impôts. Voir dans le pôle de consommation.

Da : déficit public financé par le secteur financier B.

Dans le pôle de consommation.

Essentiellement composé de ménages, le comportement de ces derniers est décisif en ce qui concerne la bonne marche de l'économie. Ils doivent choisir d'une part entre conserver leur revenu monétaire ou le consommer et d'autre part entre consommer leur revenu monétaire en produits issus du secteur «domestique » ou en produits du secteur «extraverti »

Le comportement des ménages subit en outre une double influence : absolue et relative. Influence absolue, celle de leur revenu disponible qui va conditionner le volume de leur consommation. Et l'influence relative de leur propension marginale à consommer qui va déterminer le montant de leur consommation.

Emplois :

Cd : consommation en biens et services « domestiques » Cette consommation est le fruit de plusieurs influences (notamment historiques et culturelles) mais nous choisissons d'utiliser la définition de la fonction de consommation keynésienne afin de la formaliser :

$$C_d = c_d (Y_1 + Y_2 + Z - T)$$

Avec $1 > c_d > 0$

Avec c_d la propension marginale à consommer des produits issus de la production du secteur Ed. Ce coefficient éminemment structurel permet d'inclure dans la réflexion économique des aspects culturels par exemple c'est pourquoi il nous convient pleinement.

Cf : consommation en biens et services « extravertis » Nous pouvons la définir de cette manière :

$$C_f = c_f (Y_1 + Y_2 + Z - T)$$

En ce qui concerne, les propensions marginales à consommer, elle représente à nos yeux la porte d'entrée de la globalisation dans le circuit keynésien.

En effet, Keynes, dans la *théorie générale*, présente la propension à consommer comme « *une relation fonctionnelle entre un revenu global et la dépense de consommation à laquelle il donne naissance* », il rajoute que cette relation fonctionnelle dépend de facteurs objectifs (ceux qui influencent directement les arbitrages consommation-épargne, ex : une politique fiscale en faveur de l'épargne) mais également de facteurs subjectifs. Ces derniers sont déterminants dans l'arbitrage des consommateurs. Ces facteurs subjectifs peuvent

prendre leurs origines dans des facteurs culturels, historiques, politiques... toute sorte de facteurs pouvant influencer de manière directe l'humain (et donc le consommateur) sans pour autant dépendre faire aliéner la décision de celui-ci à un prix.

La propension à consommer peut donc dépendre de la globalisation. Elle peut donc caractériser celle-ci dans notre analyse. Nous posons pour hypothèse qu'un pays qui se place dans le processus de globalisation possède des propensions à consommer telles que :

$$c_f > c_d$$

Comment pouvons-nous interpréter une telle relation? Toujours en nous référant au distinguo de Keynes, nous posons que des facteurs subjectifs interviennent, dans le cadre d'une économie en phase de globalisation, dans l'arbitrage de consommation des agents de telle manière à ce que ces derniers privilégient les dépenses de consommation en produits issus de Ef. La « préférence » relative des consommateurs pour les produits issus de Ef n'est pas fortuite. En effet, naturellement nous serions tentés de penser que les dépenses de consommation des agents d'une économie s'orientent vers des produits domestiques. Seulement, le cas des pays en développement ne se prête pas à cette vision. D'une part, il existe une certaine méfiance des consommateurs envers des produits issus de secteurs productifs « en difficulté » ou du moins ne pouvant soutenir la concurrence de produits issus de processus productif plus élaboré, plus fiable. D'autre part, il est à noter que les produits provenant de l'étranger sont entourés d'une certaine réputation. Effectivement, le jeu de la concurrence internationale a poussé les grandes sociétés à améliorer leur communication. La publicité, le *marketing* d'un produit ne sont plus des accessoires mais bel et bien les arguments majeurs de la vente, ceux qui influencent de manière déterminante l'orientation de consommation des agents. Dans un tel contexte, il apparaît que les industries en développement ne peuvent rivaliser avec celles des pays industrialisés et nous pouvons affirmer que dans le cadre de l'économie étudiée $c_f > c_d$.

S : épargne nette des ménages. Ces derniers placent auprès des banques des dépôts monétaires en fin de période qui représentent la non-consommation du revenu monétaire disponible. Si nous appelons s la propension marginale à épargner, nous pouvons écrire :

$$s = 1 - c_d - c_f$$

Et donc que :

$$S = s (Y1+Y2+Z-T)$$

T : les impôts versés au pôle administratif. Nous faisons ici l'hypothèse que l'impôt dans cette économie est versé par les ménages aux administrations aux regards du revenu des premiers (proportion t du revenu):

$$T = t (Y1+Y2+Z)$$

Ressources :

Y1 : salaires versés par les entreprises du pôle productif Ed aux ménages en échange de leur participation au processus de production. Ils sont versés pratiquement au début de la période.

Y2 : salaires versés par le pôle Ef aux ménages dans les mêmes conditions que Y1

Z : traitement des fonctionnaires de l'Etat.

Dans le pôle du reste du monde :

Emplois :

X : voir dans le pôle productif «extraverti »

Ressources :

Mci :
Mccf :
Mi :

} Voir dans le pôle productif «extraverti »

D : nous soulignons par ce flux que l'économie considérée peu dégager un excédent (auquel cas $D > 0$) ou un déficit commercial ($D < 0$) commercial envers le Reste du Monde.

Schématisons cette économie :

II) Représentation comptable :

<p style="text-align: center;">B</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td colspan="2" style="border-top: 1px solid black; border-bottom: 1px solid black;"></td></tr> <tr><td style="width: 50%; border-right: 1px solid black; padding: 5px;">F1</td><td style="padding: 5px;">S</td></tr> <tr><td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;">F2</td><td></td></tr> <tr><td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;">D</td><td></td></tr> <tr><td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;">Da</td><td></td></tr> </table>			F1	S	F2		D		Da		<p style="text-align: center;">Ed</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td colspan="2" style="border-top: 1px solid black; border-bottom: 1px solid black;"></td></tr> <tr><td style="width: 50%; border-right: 1px solid black; padding: 5px;">CI</td><td style="padding: 5px;">CI</td></tr> <tr><td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;">CCF</td><td style="padding: 5px;">Cif</td></tr> <tr><td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;">I</td><td style="padding: 5px;">CCF</td></tr> <tr><td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;">Y1</td><td style="padding: 5px;">I</td></tr> <tr><td></td><td style="padding: 5px;">Cd</td></tr> <tr><td></td><td style="padding: 5px;">F1</td></tr> </table>			CI	CI	CCF	Cif	I	CCF	Y1	I		Cd		F1	<p style="text-align: center;">Ef</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td colspan="2" style="border-top: 1px solid black; border-bottom: 1px solid black;"></td></tr> <tr><td style="width: 50%; border-right: 1px solid black; padding: 5px;">Cif</td><td style="padding: 5px;">X</td></tr> <tr><td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;">Mccf</td><td style="padding: 5px;">Cf</td></tr> <tr><td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;">Mi</td><td style="padding: 5px;">F2</td></tr> <tr><td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;">Y2</td><td></td></tr> </table>			Cif	X	Mccf	Cf	Mi	F2	Y2	
F1	S																																			
F2																																				
D																																				
Da																																				
CI	CI																																			
CCF	Cif																																			
I	CCF																																			
Y1	I																																			
	Cd																																			
	F1																																			
Cif	X																																			
Mccf	Cf																																			
Mi	F2																																			
Y2																																				
<p style="text-align: center;">M</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td colspan="2" style="border-top: 1px solid black; border-bottom: 1px solid black;"></td></tr> <tr><td style="width: 50%; border-right: 1px solid black; padding: 5px;">Cd</td><td style="padding: 5px;">Y1</td></tr> <tr><td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;">Cf</td><td style="padding: 5px;">Y2</td></tr> <tr><td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;">S</td><td style="padding: 5px;">Z</td></tr> <tr><td style="border-right: 1px solid black; padding: 5px;">T</td><td></td></tr> </table>			Cd	Y1	Cf	Y2	S	Z	T		<p style="text-align: center;">A</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td colspan="2" style="border-top: 1px solid black; border-bottom: 1px solid black;"></td></tr> <tr><td style="width: 50%; border-right: 1px solid black; padding: 5px;">Z</td><td style="padding: 5px;">T</td></tr> <tr><td></td><td style="padding: 5px;">Da</td></tr> </table>			Z	T		Da	<p style="text-align: center;">RdM</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td colspan="2" style="border-top: 1px solid black; border-bottom: 1px solid black;"></td></tr> <tr><td style="width: 50%; border-right: 1px solid black; padding: 5px;">X</td><td style="padding: 5px;">Mi</td></tr> <tr><td></td><td style="padding: 5px;">Mccf</td></tr> <tr><td></td><td style="padding: 5px;">D</td></tr> </table>			X	Mi		Mccf		D										
Cd	Y1																																			
Cf	Y2																																			
S	Z																																			
T																																				
Z	T																																			
	Da																																			
X	Mi																																			
	Mccf																																			
	D																																			

III) La condition de crise dans cette économie

Conformément à la définition du **revenu global** posée par John Maynard KEYNES dans la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, nous admettons que:

*«Le revenu de l'entrepreneur est défini comme étant l'excès de la valeur des produits finis qu'il a vendu au cours de la période sur son coût premier (...) par suite comme le revenu du reste de la communauté est égal au coût de facteur de l'entrepreneur, le **revenu global** est égal à $A - U$ (différence entre le chiffre d'affaire et le coût d'usage)³*

Dés lors, nous pouvons calculer le revenu global de cette économie sachant qu'il existe deux types d'entrepreneurs : ceux du secteur Ed et ceux du secteur Ef :

Contribution du secteur Ed au revenu global:

Chiffre d'affaire : $CI + CCF + I + Cd + CIf$

Contribution du secteur : $I + Cd + CIf$

Contribution du secteur Ef au revenu global:

Chiffre d'affaire : $X + Cf$

Contribution du secteur: $X + Cf - CIf - Mccf$

Le revenu global de cette économie est donc égal à :

$$R = I + Cd + CIf + X + Cf - CIf - Mccf$$

$$\Leftrightarrow R = (Y1 + Y2) + [(I + Mi) - (F1 + F2)] \quad (1)^4$$

Avec $(Y1+Y2)$: revenu distribué par les entreprises des secteurs productifs

Et $I+Mi - (F1 + F2)$: revenu non distribué par les secteurs productifs dans l'espace domestique.

L'équation (1) nous montre que pour que le revenu global de l'économie soit en croissance (i.e. $R>0$) il est nécessaire que : $I+Mi > (F1 + F2)$

Le cadre de cette économie étant posé, il convient d'en étudier les réactions suite à différentes situations.

B) SITUATION PREMIERE : A LA SUITE D'UNE RELANCE BUDGETAIRE ;

Si le fonctionnement de l'économie entraîne un état de l'économie tel que:

$$I+Mi < (F1 + F2)$$

Des pressions peuvent forcer l'Etat à l'action. Celui-ci le fait selon notre hypothèse par le biais d'une expansion budgétaire finançant une croissance des traitements des

³ KEYNES (2001) page 382

⁴ Nous obtenons cette équation grâce aux équilibres comptables des pôles B, M et RdM

fonctionnaires ($_Z$) Parallèlement, les entreprises décident de ne pas augmenter les salaires (ceci peut être justifié car dans le court terme il est délicat de revenir sur les contrats de travail) Notons que ce type de politique a depuis longtemps été abandonné au profit des politiques dites d'ajustement dans les pays en développement dans les années 90 et aujourd'hui pudiquement qualifiées de «libérales» Seulement devant la faiblesse des infrastructures dans les pays en développement, cette piste politique mérite d'être étudiée.

Nous allons le voir cette mesure va modifier notre situation initiale. Nous devons clairement établir ces modifications :

Nous allons successivement étudier le cas de notre économie en situation initiale d'excédent commercial puis en situation de déficit commercial.

I) Situation d'excédent commercial initial maintenu:

L'économie est modifiée de telle manière que les comptes sont modifiés de la manière suivante :

B	Ed	Ef
$F1+_F1$ $F2+_F2$ $D+_D$ $Da+_Da$	$S+_S$ 	$CI+_CI$ $CCF+_CCF$ $I+_I$ $Y1$
$F1+_F1$ $F2+_F2$ $D+_D$ $Da+_Da$	$CI+_CI$ $CCF+_CCF$ $CI+_CI$ $I+_I$ $Cd+_Cd$ $F1+_F1$	$CI+_CI$ $Mccf+_Mccf$ $Mi+_Mi$ $Y2$
$CI+_CI$ $CCF+_CCF$ $Mi+_Mi$ $Y2$	X $Cf+_Cf$ $F2+_F2$	

M	A	RdM
$Cd+_Cd$ $Cf+_Cf$ $S+_S$ $T+_T$	$Y1$ $Y2$ $Z+_Z$	$Z+_Z$ $T+_T$ $Da+_Da$
$Cd+_Cd$ $Cf+_Cf$ $S+_S$ $T+_T$	X	$Mccf+_Mccf$ $Mi+_Mi$ $D+_D$

Remarquons que la variation du déficit commercial $_D$ est ici négative. En effet, les importations augmentant et les exportations restant stable, il apparaît naturel que le déficit commercial augmente.

Quelques précisions sont nécessaires :

- Tout d'abord nous avons fait l'hypothèse que les salaires ne se trouvent pas modifiés lors de l'annonce d'une relance étatique. Cette hypothèse peut être remise en cause car

les entrepreneurs anticipant une augmentation de la consommation qui leur est adressée doivent être en mesure de fournir une offre susceptible d'y répondre. Or ceci ne peut se faire qu'en augmentant le niveau de la production et, nous le savons, ceci est impossible sans l'augmentation de l'emploi ou des salaires. Néanmoins, l'hypothèse émise reflète l'idée selon laquelle les entrepreneurs eus égards aux contrats de travail déjà signés sont en position «d'attente» face aux conséquences de la politique budgétaire de l'Etat. Ils préfèrent constater la hausse de la consommation avant de la répercuter dans les contrats de travail futurs. Ceci est donc traduit dans les comptes par $_Y1=_Y2=0$

- L'augmentation du traitement des fonctionnaires entraînant mécaniquement une augmentation de la consommation du pôle M, les entreprises modifient néanmoins leurs anticipations :

D'une part celles du pôle Ed. Les entrepreneurs de ce secteur vont anticiper une hausse potentielle de leurs ressources, ceci va les inciter à augmenter leur FBCF. (Car ils anticipent un surplus de profit)

D'autre part celles du pôle Ef, comme dans le secteur concurrent, les entrepreneurs de celui-ci anticipent une augmentation de leurs ressources (via $_Cf$), ils vont donc également augmenter leur FBCF à la différence que les entrepreneurs de ce secteur se fournissent auprès du reste du monde.

- Les entreprises du secteur Ef ne modifient pas le volume de leurs exportations. En effet, nous pouvons supposer que la demande mondiale ne se trouve pas bouleversée pas les mesures de notre petit pays, il n'y a donc pas lieu de penser qu'elle est encline à accueillir ce surplus d'offre émanant des entreprises Ef. $_X=0$
- L'Etat décide d'augmenter le traitement de ses fonctionnaires à un niveau $_Z$. Ce supplément de revenu va à la fois augmenter le volume de la consommation des ménages (à travers $_Cd$ et $_Cf$) et donc l'épargne mais également le volume de l'impôt. L'Etat va donc avec cette augmentation de Z s'assurer d'une rentrée supplémentaire en impôts sans pour autant en modifier la structure (en effet t ne varie pas) : $_T$. Mais $_T=t(_Z)$, nous voyons bien que l'Etat va financer sa mesure avec le déficit budgétaire \mathbf{Da} car $_Z>_T$, le montant de celui-ci sera :

$$_Da = _Z - _T$$

$$_Da = _Z - t_Z$$

$$_Da = (1-t) _Z$$

- Enfin nous faisons l'hypothèse que notre économie est en excédent commercial par rapport au reste du monde. D'où l'apparition du flux \mathbf{D} . Ce flux est un flux de dettes du reste du monde vers le pôle financier national. Rappelons que dans la situation initiale $X-Mccf-Mi = D$ donc de ce fait et dans la situation d'un excédent commercial $\Delta D = -\Delta Mccf - \Delta Mi$.

Les nouveaux fondements théoriques du protectionnisme dans le circuit keynésien

Nous pouvons alors observer les conséquences d'une telle politique dans le cadre de notre petite économie.

Si nous nous référons une fois de plus à la définition du revenu global que John Maynard KEYNES nous donne :

$$R_1 = I + _I + Cd + _Cd + CIf + _CIf + X + Cf + _Cf - CIf - _CIf - Mccf - _Mccf$$

$$\Leftrightarrow R_1 = (Y1 + Y2) + [(I + _I) + (Mi + _Mi) - (F1 + _F1 + F2 + _F2)]$$

Donc pour observer les effets de la politique mise en œuvre par l'Etat il suffit de comparer R et R_1 :

$$_R = R_1 - R$$

$$\Leftrightarrow _R = _I + _Mi - _F1 - _F2$$

Dès lors, comment juger la réussite économique d'une mesure éminemment politique comme l'augmentation du traitement des fonctionnaires ? Il existe trois niveaux de réussite :

Le niveau 1 : réduction des pertes par rapport à la période précédente.

A ce niveau de réussite, $_R$ est positif. La politique mise en œuvre permet uniquement de réduire les pertes accumulées lors de la période précédente.

$$_R > 0$$

$$\Leftrightarrow _I + _Mi > _F1 + _F2$$

$$\Leftrightarrow _I + _Mi > _S - _D - _Da$$

$$\Leftrightarrow f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi > (1-t)(hc_f - c_f - c_d) _Z \quad (2)$$

(pour les passages entre équations voir l'annexe)

Le niveau 2: annulation des pertes par rapport à la période précédente.

A ce niveau de réussite, non seulement $_R > 0$ mais en plus :

$$I + _I + Mi + _Mi = F1 + _F1 + F2 + _F2$$

$$\Leftrightarrow I + _I + Mi + _Mi = S + _S - X + Mccf + _Mccf + Mi + _Mi - Da - _Da$$

$$\Leftrightarrow f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi + f(I^* + F1) - CCF + Mi = (s + hc_f)(Y1 + Y2 + Da) - Da + (1-t)(hc_f - c_f - c_d) _Z - X \quad (3)$$

Le niveau 3: sur l'ensemble des périodes, les profits non distribués sont positifs

$$I + I + Mi + Mi > F1 + F1 + F2 + F2$$

$$\Leftrightarrow f(I^* - F1) - CCF + Mi + f(I^* + F1) - CCF + Mi > (s + hc_f)(Y1 + Y2 + Da) - Da + (1-t)(hc_f - c_f - c_d)Z - X \quad (4)$$

Des équations (2), (3) et (4), nous pouvons tirer différentes conclusions :

Dans le membre de gauche de ces équations.

- Avant toute chose, nous pouvons observer qu'à tous les niveaux de réussite de la politique, les anticipations des entrepreneurs concernant l'évolution de la condition de crise dans l'économie sont de nature à modifier cette même condition de crise. Par cette conclusion, nous soulignons que les entrepreneurs sont sensibles à l'environnement dans lequel la politique est mise en œuvre. Si celle-ci est « crédible », alors les entrepreneurs auront de « bonnes » anticipations concernant la réussite de la politique économique.
- Ce degré de « crédibilité » dépend de multiples facteurs. Les équations soulignent que la concurrence (matérialisée par le flux CCF) est susceptible d'être néfaste à la réussite de la politique de relance. En outre, nous pouvons dire que les évolutions concernant ce flux sont également nuisibles à la formation de bonnes anticipations de la part des entrepreneurs.
- La création de richesse des entreprises du secteur Ef est quant à elle vecteur de réussite de la politique mise en œuvre.

Dans le membre de droite de ces équations.

- Nous constatons en respect avec une grande conclusion de la théorie keynésienne que la propension à épargner est nuisible à la lutte contre la crise. Ceci est vérifiable dans les équations (3) et (4) Tout comme h et la propension c_f . En effet ces les valeurs de ces trois variables sont nécessairement positives.
- Intéressons-nous au coefficient h . Pour que la politique de relance soit une réussite, celui-ci doit avoir une certaine valeur :

$$hc_f - c_f - c_d < 0$$

$$mc_f < c_f + c_d$$

$$m < 1 + \frac{cd}{cf}$$

- En correspondance avec des conclusions déjà établies, nous constatons que plus la relance est importante (via l'augmentation de Z) plus la politique est efficace. De même nous pouvons remarquer que si la relation précédemment établie sur la valeur que doit avoir m est respectée le taux d'imposition n'est pas déterminant dans la réussite de la politique mise en œuvre.
- Nous observons également que X et Da occupent des places importantes dans la réussite de la politique mise en œuvre.

II) Situation d'un déficit commercial initial.

Nous formulons désormais l'hypothèse selon laquelle le pays considéré est en déficit commercial face au reste du monde.

B		Ed		Ef	
F1 + _F1	S + _S	CI + _CI	CI+ _CI	Cif+ _Cif	X
F2 + _F2		CCF + _CCF	CCF+ _CCF	Mi+ _Mi	Cf+ _Cf
Da+ _Da		I + _I	I+ _I	Mccf+ _Mc	F2+ _F2
-D- _D		Y1	Cif+ _Cif	Y2	
			Cd+ _Cd		
			F1 + _F1		
M		A		RdM	
Cd+ _Cd	Y1	Z+ _Z	T+ _T	X	Mi+ _Mi
Cf+ _Cf	Y2		Da+ _Da		Mccf+ _Mccf
S + _S	Z+ _Z				-D- _D
T+ _T					

Remarquons que dans ce cas précis $_D$ est négatif. En effet, le déficit commercial se creuse.

Pour ce qui est du reste des hypothèses, nous nous référons à celles de la section précédente (I).

Le revenu global se trouve ainsi modifié (par rapport à la situation initiale) de la manière suivant :

$$R_1 = I + _I + Cd + _Cd + Cif + _Cif + X + Cf + _Cf - Cif - _Cif - Mccf - _Mccf$$

$$\Leftrightarrow R_1 = (Y1 + Y2) + [(I + _I) + (Mi + _Mi)] - (F1 + _F1 + F2 + _F2)$$

Comme précédemment, nous pouvons observer les trois niveaux de réussite de la politique mise en œuvre.

Le niveau 1 : réduction des pertes par rapport à la période précédente.

$$\begin{aligned} & _I + _Mi > _F1 + _F2 \\ \Leftrightarrow & f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi > (1-t)[hc_f - c_f - c_d] _Z \end{aligned} \quad (5)$$

Le niveau 2: annulation des pertes par rapport à la période précédente.

$$\begin{aligned} & I + _I + Mi + _Mi = F1 + _F1 + F2 + _F2 \\ \Leftrightarrow & f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi + f(I^* + F1) - CCF + Mi = (s + hc_f)(Y1 + Y2 + Da) \\ & - Da + (1-t)(hc_f - c_f - c_d) _Z - X \end{aligned} \quad (6)$$

Le niveau 3: sur l'ensemble des périodes, les profits non distribués sont positifs

$$\begin{aligned} & I + _I + Mi + _Mi > F1 + _F1 + F2 + _F2 \\ \Leftrightarrow & f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi + f(I^* + F1) - CCF + Mi > (s + hc_f)(Y1 + Y2 + Da) \\ & - Da + (1-t)(hc_f - c_f - c_d) _Z - X \end{aligned} \quad (7)$$

Des équations (5), (6) et (7), nous pouvons tirer exactement les mêmes conclusions que pour les équations (2), (3), (4).

III) Conclusions sur l'efficacité d'une relance budgétaire dans le circuit keynésien ouvert.

Nous avons vu que la relance de l'économie via une politique budgétaire expansionniste est conditionnée par plusieurs facteurs que nous pouvons regrouper en deux catégories :

Des facteurs internes :

Le lien entre la politique et la réalité économique passe inévitablement par la perception de la première par les acteurs de la seconde. En effet, aucune politique ne saurait être qualifiée de réussite sans l'adhésion des entrepreneurs. C'est pourquoi, nous, ne sommes pas surpris de constater que dans notre analyse, les anticipations des entrepreneurs occupent une place déterminante dans le succès de la politique mise en œuvre par A. Comment une administration peut-elle convaincre un entrepreneurial évoluant depuis trop longtemps dans un environnement de crise ? Par l'ampleur de la mesure. Nous retrouvons cette idée à travers l'augmentation du traitement des fonctionnaires ($_Z$), plus celle-ci est importante plus la politique a des chances de réussir et plus le signal adressé aux entrepreneurs quant à la volonté de sortie de crise est fort.

Les facteurs de blocage persistent cependant à un échelon national. L'analyse du membre de gauche des équations (2), (3), (4), (5), (6) et (7) nous montre que la concurrence entre entreprises nationales est potentiellement dangereuse dans un contexte de relance budgétaire dans un Pays en Développement.

En parfaite cohérence avec les grandes conclusions de l'analyse keynésienne, nous observons qu'une trop forte propension à épargner (s) dans l'espace national est néfaste à une sortie de crise par la relance budgétaire.

Des facteurs externes :

L'économie étudiée étant une économie ouverte, il n'est pas surprenant de constater que le reste du monde est un partenaire inévitable dans la sortie de crise.

Nous avons observé que pour que la politique soit efficace, il convient que :

$$h < 1 + \frac{cd}{cf}$$

Nous avons ici une relation intéressante le coefficient h (variable à priori exogène) ne doit pas dépasser une certaine valeur. Cette valeur est conditionnée par les propensions à consommer et la structure de la consommation. Or nous avons caractérisé la globalisation en posant $c_f > c_d$, de ce fait, le coefficient h doit être relativement faible (inférieure à l'unité).

III) CONTROLE DIRECT DES IMPORTATIONS : SITUATION SECONDE.

Reste évidemment à s'interroger sur les modalités d'un tel contrôle. Comment celui-ci doit-il s'opérer ? L'histoire économique et les faits contemporains nous montrent que cette forme de protectionnisme peut prendre diverses formes. Nous étudierons dans le cadre de l'économie envisagée un contrôle des importations «transparent» c'est-à-dire un contrôle tarifaire direct émanant de l'Etat.

Celui-ci se définira de la manière suivante : nous noterons **Te** un tarif proportionnel aux flux des importations dans l'espace national :

$$Te = te (Mi + Mccf)$$

Cet impôt direct sera payé par le pôle productif extraverti aux administrations.

Ce contrôle tarifaire est de nature à modifier le coefficient **h** de telle manière à ce que :

$$h = g (te)$$

Avec $g' (te) < 0$

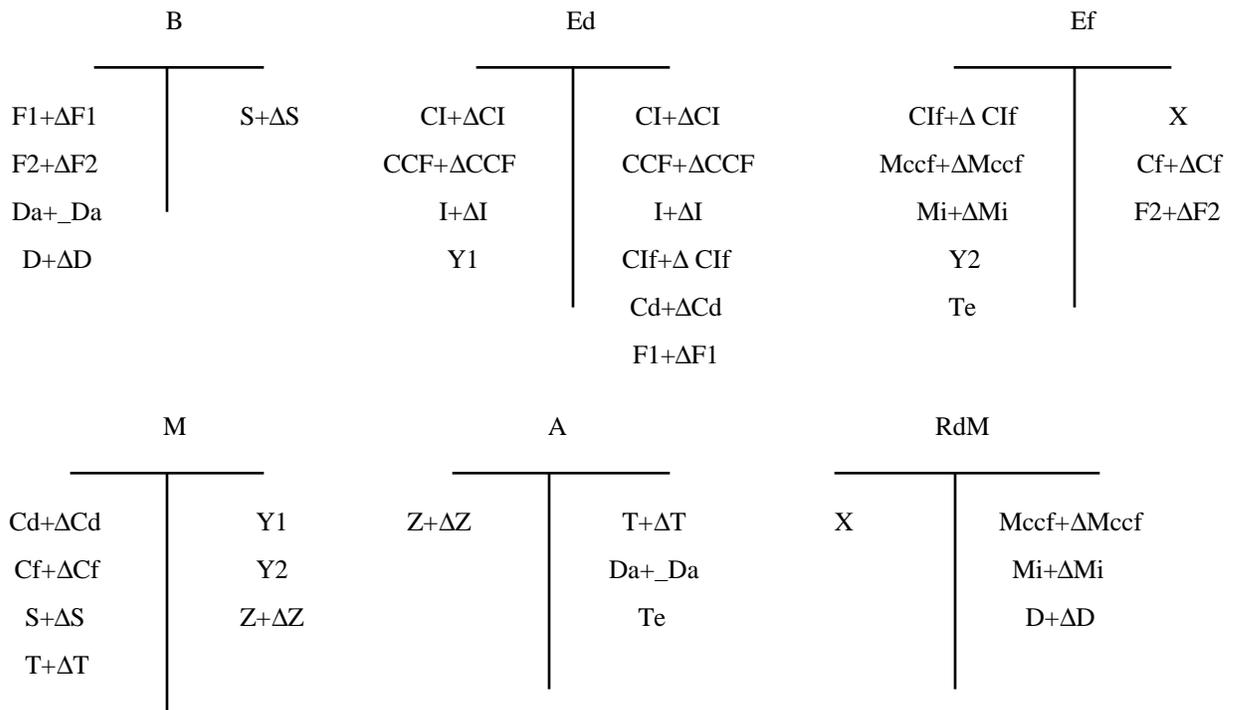
Nous pouvons alors étudier les réactions de notre économie suite à une politique d'augmentation du traitement des fonctionnaires. Nous prenons comme période de référence la situation initiale décrite dans la section B) :

Les nouveaux fondements théoriques du protectionnisme dans le circuit keynésien

Comme précédemment, nous étudierons successivement deux situations commerciales initiales. En premier lieu celle d'un excédent commercial de notre économie sur le reste du monde (I) puis celle d'un déficit commercial de celle-ci (II)

A) SITUATION D'UN EXCEDENT COMMERCIAL INITIAL DE L'ECONOMIE SUR LE RESTE DU MONDE :

Nous pouvons schématiser l'économie de la sorte :



NB : nous remarquons que $_D$ est ici telle que : $_D = -_Mi -_Mccf$

Dès lors si nous observons le revenu global de cette économie, nous avons après l'intervention de l'Etat :

$$R_1 = (Y1+Y2) + Te + (I+_I + Mi+_Mi) - (F1+_F1+F2+_F2)$$

Comme précédemment nous allons pouvoir juger de la réussite de la politique mise en oeuvre en nous attardant sur trois niveaux de réussite :

Le niveau 1 : réduction des pertes par rapport à la période précédente.

$$\begin{aligned} & _R > 0 \\ \Leftrightarrow & _I + _Mi + Te > _F1 + _F2 \\ \Leftrightarrow & f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi > [(g(te)c_f - c_f - c_d)](1-t) _Z \end{aligned} \quad (8)$$

Le niveau 2: annulation des pertes par rapport à la période précédente.

$$\begin{aligned} & I + _I + Mi + _Mi + Te = F1 + _F1 + F2 + _F2 \\ \Leftrightarrow & f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi + f(I^* + F1) - CCF + Mi = (s + g(te)c_f) (Y1 + Y2 + Da) + \\ & [(g(te)c_f - c_f - c_d)](1-t) _Z - Da - X \end{aligned} \quad (9)$$

Le niveau 3: sur l'ensemble des périodes, les profits non distribués sont positifs

$$\begin{aligned} & I + _I + Mi + _Mi + Te > F1 + _F1 + F2 + _F2 \\ \Leftrightarrow & f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi + f(I^* + F1) - CCF + Mi = (s + g(te)c_f) (Y1 + Y2 + Da) + \\ & [(g(te)c_f - c_f - c_d)](1-t) _Z - Da - X \end{aligned} \quad (10)$$

Des équations (8), (9) et (10), nous pouvons tirer quelques remarques par rapport à la pertinence de l'introduction d'une barrière tarifaire dans l'économie étudiée :

Il ne faut pas être surpris par ces conclusions car l'introduction de barrières tarifaires. Le circuit monétaire est avant tout un instrument d'analyse d'une économie domestique. Toute ouverture de celui-ci provoque inévitablement une «évasion» monétaire par le biais des relations commerciales avec le reste du monde. De ce fait, l'Etat perd de son ascendant sur le circuit national. Devant composer avec une entité comme le reste du monde, il est plus que probable que l'Etat dans ce type d'analyse perde tout simplement les rênes de son économie. Le fait de mettre en place des barrières tarifaires est un moyen «sain» de reprendre le «contrôle» de son économie pour un Etat.

Même si les conclusions relatives à ce genre de politique semblent évidentes après cette première situation, il nous faut observer les effets de celle-ci dans une situation de déficit commercial de l'économie par rapport au reste du monde.

B) SITUATION D'UN DEFICIT COMMERCIAL INITIAL DE L'ECONOMIE SUR LE RESTE DU MONDE.

Nous schématisons l'économie de la sorte :

B	Ed	Ef
$F1+\Delta F1$ $F2+\Delta F2$ $Da+_Da$	$S+\Delta S$ $D+\Delta D$	$CI+\Delta CI$ $CCI+\Delta CCI$ $I+\Delta I$ $Y1$
$CI+\Delta CI$ $CCI+\Delta CCI$ $I+\Delta I$ $Y1$	$CI+\Delta CI$ $CCI+\Delta CCI$ $I+\Delta I$ $CI_f+\Delta CI_f$ $Cd+\Delta Cd$ $F1+\Delta F1$	$CI_f+\Delta CI_f$ $Mccf+\Delta Mccf$ $Mi+\Delta Mi$ $Y2$ Te
X $Cf+\Delta Cf$ $F2+\Delta F2$		
M	A	RdM
$Cd+\Delta Cd$ $Cf+\Delta Cf$ $S+\Delta S$ $T+\Delta T$	$Y1$ $Y2$ $Z+\Delta Z$	$Z+\Delta Z$
$T+\Delta T$	$T+\Delta T$ $Da+_Da$ Te	X $D+\Delta D$
X $D+\Delta D$	$Mccf+\Delta Mccf$ $Mi+\Delta Mi$	$Mccf+\Delta Mccf$ $Mi+\Delta Mi$

L'introduction du tarif protecteur dans le cadre d'un déficit commercial initial nous amène aux mêmes conclusions que celles tirées dans le cadre d'un excédent commercial (pour les différents niveaux de réussite de politique de relance dans cette situation se référer à l'annexe)

**C) CONCLUSIONS RELATIVES A L'INTRODUCTION D'UNE
BARRIERE TARIFAIRE DANS UNE PETITE ECONOMIE OUVERTE ;**

Les conclusions relatives à l'introduction d'une protection tarifaire dans l'économie considérée sont largement prévisibles dans une analyse de circuit.

En effet, dans la partie précédente, nous avons vu que le canal des importations était susceptible d'annuler tout effet bénéfique sur le revenu global d'une intervention étatique. Ceci est dû au fait que les importations représentent autant de «fuites» au circuit comme nous l'avons dit précédemment. Seulement l'analyse faite nous permet de tirer deux sortes de conclusions. L'introduction d'une barrière tarifaire entraîne effectivement deux effets :

- *Un effet direct*

Les équations (4) et (5) montrent que l'introduction du tarif pouvait «mécaniquement» favoriser la réussite de la politique étatique mise en œuvre. D'une part car la taxe est une contribution du reste du monde au bon fonctionnement de l'économie nationale, d'autre part car elle freine les importations. L'augmentation de te provoquant la diminution de m , l'importance relative des importations dans l'économie va diminuer, l'évasion monétaire se trouvant alors réduite. Il est d'ailleurs intéressant de constater que contrairement à l'idée reçue, le volume des importations peut rester inchangé après l'introduction du tarif (en comparaison à une situation où celui-ci ne serait pas appliqué) si la politique d'augmentation du traitement des fonctionnaires est suffisamment importante.

Seulement, réduire l'impact des barrières tarifaires à des simples variations de flux serait réducteur. Le protectionnisme ne se réduit pas à une simple politique commerciale dans le contexte actuel.

- *Un effet indirect*

C'est sans doute sur ce point que la politique commerciale qui consiste à élever une barrière tarifaire peut se révéler être une réelle politique de développement. Finalement, comment peut-on traduire une barrière tarifaire en langage politique ? Le protectionnisme est l'affirmation d'une volonté. La volonté de protéger les industries domestiques. L'environnement économique, politique, culturel de ce début de siècle fait de cette volonté de «protection» relève bien de l'affirmation politique. Au moment où les Etats se jugent le plus souvent «incapables» ou «impuissants» à réguler de manière ferme leur économie nationale, et où l'ouverture internationale est présentée comme la seule issue, cette affirmation peut constituer à elle seule une politique. Car de quoi souffre réellement une économie en crise (ou en développement) ? Comme nous le montrent les équations (4) et (5), d'un profond manque de confiance. Ce manque de confiance est lui-même dû à une trop grande fragilité de l'entrepreneuriat local face à une concurrence externe de mieux en mieux réglée, formatée. Cette confiance perdue, le marché est-il susceptible de la restaurer ? Un entrepreneuriat déprimé peut-il croire en un mode de régulation qui a provoqué son état d'esprit ? Ou alors doit-il attendre des signaux forts émanant d'une nouvelle organisation ? Nous pensons que la simple affirmation étatique de protection des entrepreneurs nationaux traduite dans les faits par l'introduction d'une barrière tarifaire égalitaire est de nature à restaurer un climat de confiance. Ce climat n'est certainement pas une condition suffisante pour sortir un pays d'un non-développement mais il en est une condition nécessaire. C'est pourquoi, en observant la

situation de léthargie dans laquelle les pays en développement sont confinés par des volontés externes à l'espace national, il est pertinent de penser que l'introduction d'un tarif protecteur représente à lui seul une politique de développement.

Seulement le contexte international est tel qu'à l'heure actuelle il convient de repenser le protectionnisme. La sphère économique est en effet marquée d'une hypocrisie internationale. A l'heure où l'OMC régule les relations commerciales sous couvert de la traduction économique de la globalisation qu'est le libre-échange, l'observation de celles-ci nous force à conclure que le protectionnisme est bel et bien utilisé. Ceci peut surprendre. Au moment où tout le monde va dans le sens de «plus de liberté», que dire de ce protectionnisme ? Qui en profite ? Comment s'applique-t-il ?

- KEYNES J.M., *Mitigation by tariff*, in The collected writings of J.M KEYNES vol. IX Essays in persuasion, 1972, Macmillan, Cambridge
- KEYNES J.M., *Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie*, 2001, Fayard, Paris
- KEYNES J.M., *Pauvreté dans l'abondance*, 2002, Gallimard, Paris
- PARGUEZ A., *Les mystères du dollar ou le tombeau de Philippe II*, dans Mélanges en l'honneur de monsieur le professeur Jean WEILLER, *Croissance, échange et monnaie en économie internationale*, 1985, Economica, Paris
- POULON F., *La pensée économique de Keynes*, 2000, Dunod, Paris
- VENTELOU B., *Lire Keynes et le comprendre*, 1997, Vuibert, Paris

ANNEXE

Afin de mieux comprendre les modifications des équations dans les différents niveaux de réussite de la politique mise en œuvre, je vous présente également cette annexe :

Pages 17-18, équation 2 :

$$\begin{aligned} & _I + _Mi > _F1 + _F2 \\ \Leftrightarrow & _I + _Mi > _S - _D - _Da && \text{(équilibre au pôle B)} \\ \Leftrightarrow & _I + _Mi > s_Da + _Mi + _Mccf - _Da && \text{(équilibre au pôle RdM)} \\ \Leftrightarrow & _I + _Mi > (s-1)_Da + h_Cf && \text{(d'après la relation page 8)} \\ \Leftrightarrow & f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi > (s-1)_Da + h_Cf && \text{(après la relation page 6)} \\ \Leftrightarrow & f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi > -(c_d + c_f)_Da + h_Cf && \text{(après la relation page 10, nous} \\ & \text{savons que } s = 1 - c_d - c_f \text{ donc } (s-1) = -c_d - c_f \text{)} \\ \Leftrightarrow & f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi > -(c_d + c_f)_Da + hc_f(1-t)_Z && \text{(car } _Cf = c_f \\ & (_Z - _T) \\ \Leftrightarrow & f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi > (1-t)(hc_f - c_f - c_d)_Z. \end{aligned}$$

Page 18, équation 3 :

$$\begin{aligned} & I + _I + _Mi + _Mi = F1 + _F1 + _F2 + _F2 \\ \Leftrightarrow & I + _I + _Mi + _Mi = S + _S - D - _D - _Da - _Da && \text{(équilibre au pôle} \\ & \text{B)} \\ \Leftrightarrow & I + _I + _Mi + _Mi = S + _S - X + _Mccf + _Mccf + _Mi + _Mi - _Da - _Da \\ & \text{(équilibre au pôle Rdm)} \\ \Leftrightarrow & I + _I + _Mi + _Mi = S + _S - X + hc_f + h_Cf - _Da - _Da && \text{(nous faisons} \\ & \text{référence ici à la relation de la page 8)} \\ \Leftrightarrow & I + _I + _Mi + _Mi = s(Y1 + Y2 + _Da) + s_Da + hc_f(Y1 + Y2 + _Da) + hc_f_Da - _Da - \\ & _Da - X \text{ (définitions de } Cf \text{ et } _Cf) \\ \Leftrightarrow & f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi + f(I^* + _F1) - CCF + _Mi = (s + hc_f)(Y1 + Y2 + _Da) - _Da + \\ & (s - hc_f - 1)_Da - X \\ \Leftrightarrow & f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi + f(I^* + _F1) - CCF + _Mi = (s + hc_f)(Y1 + Y2 + _Da) - _Da + \\ & (1-t)(hc_f - c_f - c_d)_Z - X \end{aligned}$$

Page 18, équation 4

$$I + _I + Mi + _Mi > F1 + _F1 + F2 + _F2$$

$$\Leftrightarrow I + _I + Mi + _Mi > S + _S - D - _D - Da - _Da \quad (\text{équilibre au pôle B})$$

$$\Leftrightarrow I + _I + Mi + _Mi > S + _S - X + Mccf + _Mccf + Mi + _Mi - Da - _Da$$

(équilibre au pôle Rdm)

$$\Leftrightarrow I + _I + Mi + _Mi > S + _S - X + hc_f + h_Cf - Da - _Da \quad (\text{nous faisons référence ici à la relation de la page 8})$$

$$\Leftrightarrow I + _I + Mi + _Mi > s(Y1 + Y2 + Da) + s_Da + hc_f(Y1 + Y2 + Da) + hc_f_Da - Da - _Da - X \quad (\text{définitions de Cf et } _Cf)$$

$$\Leftrightarrow f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi + f(I^* + F1) - CCF + Mi > (s + hc_f)(Y1 + Y2 + Da) - Da + (s - hc_f - 1) _Da - X$$

$$\Leftrightarrow f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi + f(I^* + F1) - CCF + Mi > (s + hc_f)(Y1 + Y2 + Da) - Da + (1 - t)(hc_f - c_f - c_d) _Z - X$$

Page 21, équation 5 :

$$_I + _Mi > _F1 + _F2$$

$$\Leftrightarrow _I + _Mi > _S - _Da + _D \quad (\text{équilibre au pôle B})$$

$$\Leftrightarrow _I + _Mi > _S - _Da + _Mi + _Mccf \quad (\text{équilibre au pôle RdM})$$

$$\Leftrightarrow _I + _Mi > s_Da - _Da + h_Cf \quad (\text{relation page 8})$$

$$\Leftrightarrow _I + _Mi > (s - 1) _Da + hc_f _Da \quad (\text{définition de } _Cf)$$

$$\Leftrightarrow _I + _Mi > (s - 1 - hc_f) _Da$$

$$\Leftrightarrow f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi > (s - 1 - hc_f)(1 - t) _Z \quad (\text{définition de } _I \text{ et } _Da)$$

$$\Leftrightarrow f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi > (1 - t)[hc_f - c_f - c_d] _Z$$

Page 21, équation 6 :

$$I+I+Mi+_Mi = F1+_F1+F2+_F2$$

$$\Leftrightarrow I+I+Mi+_Mi = S+_S +D+_D - Da -_Da \text{ (équilibre au pôle B)}$$

$$\Leftrightarrow I+I+Mi+_Mi = S+_S +Mi+_Mi+Mccf+_Mccf - X - Da -_Da \text{ (équilibre au pôle RdM)}$$

$$\Leftrightarrow I+I+Mi+_Mi = S+_S + hc_f +h_Cf - X - Da -_Da \text{ (relation page 8)}$$

$$\Leftrightarrow I+I+Mi+_Mi = s(Y1+Y2+Da) +s_Da +hc_f (Y1+Y2+Da) +hc_f _Da - X - Da -_Da \text{ (définitions de S, _S, Cf et _Cf)}$$

$$\Leftrightarrow I+I+Mi+_Mi = (s+hc_f)(Y1+Y2+Da) + (s+hc_f -1) _Da - X - Da$$

$$\Leftrightarrow f(I*_F1) - _CCF+_Mi +f(I*+F1) - CCF + Mi = (s+ hc_f)(Y1+Y2+Da) - Da + (1-t)(hc_f - c_f - c_d) _Z - X$$

Page 21, équation 7:

$$I+I+Mi+_Mi > F1+_F1+F2+_F2$$

$$\Leftrightarrow I+I+Mi+_Mi > S+_S +D+_D - Da -_Da \text{ (équilibre au pôle B)}$$

$$\Leftrightarrow I+I+Mi+_Mi > S+_S +Mi+_Mi+Mccf+_Mccf - X - Da -_Da \text{ (équilibre au pôle RdM)}$$

$$\Leftrightarrow I+I+Mi+_Mi > S+_S + hc_f +h_Cf - X - Da -_Da \text{ (relation page 8)}$$

$$\Leftrightarrow I+I+Mi+_Mi > s(Y1+Y2+Da) +s_Da +hc_f (Y1+Y2+Da) +hc_f _Da - X - Da -_Da \text{ (définitions de S, _S, Cf et _Cf)}$$

$$\Leftrightarrow I+I+Mi+_Mi > (s+hc_f)(Y1+Y2+Da) + (s+hc_f -1) _Da - X - Da$$

$$\Leftrightarrow f(I*_F1) - _CCF+_Mi +f(I*+F1) - CCF + Mi > (s+ hc_f)(Y1+Y2+Da) - Da + (1-t)(hc_f - c_f - c_d) _Z - X$$

Page 24, équation 8:

$$_I+_Mi + Te > _F1+_F2$$

$$\Leftrightarrow _I+_Mi + Te > _S - _Da - _D \text{ (équilibre au pôle B)}$$

$\Leftrightarrow \quad _I + _Mi + Te > _S - _Da + _Mi + _Mccf$ (définition de l'augmentation du déficit commercial)

$\Leftrightarrow \quad _I + _Mi + Te > _S - _Da + h_Cf$ (relation page 8)

$\Leftrightarrow \quad _I + _Mi + Te > s(_Da + Te) - _Da + hc_f(_Da + Te)$ (définitions de $_S$, $_Cf$)

$\Leftrightarrow \quad _I + _Mi > (s-1 + hc_f)[Te + _Da]$

$\Leftrightarrow \quad _I + _Mi > [(h(Te)c_f - c_f - c_d)] [Te + (1-t)_Z - Te]$ (en effet, $_Da = _Z - _T - Te$ d'après l'équilibre au pôle A)

$\Leftrightarrow \quad f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi > [(g(te)c_f - c_f - c_d)](1-t)_Z$

Page 25, équation 9 :

$$I + _I + _Mi + _Mi + Te = F1 + _F1 + F2 + _F2$$

$\Leftrightarrow \quad I + _I + _Mi + _Mi + Te = S + _S - Da - _Da - D - _D$ (équilibre au pôle B)

$\Leftrightarrow \quad I + _I + _Mi + _Mi + Te = S + _S - Da - _Da + Mccf + _Mccf + Mi + _Mi - X$

(équilibre au pôle RdM)

$\Leftrightarrow \quad I + _I + _Mi + _Mi + Te = S + _S - Da - _Da + hCf + h_Cf - X$ (relation page 8)

$\Leftrightarrow \quad I + _I + _Mi + _Mi + Te = s(Y1 + Y2 + Da) + s(_Da + Te) - Da - _Da + hc_f(Y1 + Y2 + Da) + hc_f(_Da + Te) - X$ (définitions de S , $_S$, Cf et $_Cf$)

$\Leftrightarrow \quad I + _I + _Mi + _Mi = (s + hc_f)(Y1 + Y2 + Da) + (s - 1 + hc_f)(_Da + Te) - Da - X$

$\Leftrightarrow \quad f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi + f(I^* + F1) - CCF + M = (s + g(te)c_f)(Y1 + Y2 + Da) + [(g(te)c_f - c_f - c_d)](1-t)_Z - Da - X$

Page 25, équation 10:

$$I + _I + _Mi + _Mi + Te > F1 + _F1 + F2 + _F2$$

$\Leftrightarrow \quad I + _I + _Mi + _Mi + Te > S + _S - Da - _Da - D - _D$ (équilibre au pôle B)

$\Leftrightarrow \quad I + _I + _Mi + _Mi + Te > S + _S - Da - _Da + Mccf + _Mccf + Mi + _Mi - X$

(équilibre au pôle RdM)

$\Leftrightarrow \quad I + _I + _Mi + _Mi + Te > S + _S - Da - _Da + hCf + h_Cf - X$ (relation page 8)

Les nouveaux fondements théoriques du protectionnisme dans le circuit keynésien

$$\Leftrightarrow I + I + Mi + Mi + Te > s(Y1 + Y2 + Da) + s(-Da + Te) - Da - Da + hc_f (Y1 + Y2 + Da) + hc_f (-Da + Te) - X \quad (\text{définitions de } S, _S, Cf \text{ et } _Cf)$$

$$\Leftrightarrow I + I + Mi + Mi > (s + hc_f) (Y1 + Y2 + Da) + (s - 1 + hc_f) (-Da + Te) - Da - X$$

$$\Leftrightarrow f(I^* - F1) - CCF + Mi + f(I^* + F1) - CCF + Mi > (s + g(te)c_f) (Y1 + Y2 + Da) + [(g(te)c_f - c_f - c_d)](1 - t) _Z - Da - X$$

Complément relatif à l'introduction d'un tarif dans une situation de déficit commercial initial.

Niveau 1 : réduction des pertes par rapport à la période précédente.

$$_R > 0$$

$$\Leftrightarrow I + Mi + Te = F1 + F2 \quad (\text{définition de } _R)$$

$$\Leftrightarrow I + Mi + Te = _S + _D - _Da \quad (\text{équilibre au pôle B})$$

$$\Leftrightarrow I + Mi + Te = _S + _Mi + _Mccf - _Da \quad (\text{définition de l'augmentation du déficit commercial})$$

$$\Leftrightarrow I + Mi + Te > _S - _Da + h_Cf \quad (\text{relation page 8})$$

$$\Leftrightarrow I + Mi + Te > s(-Da + Te) - Da + hc_f (-Da + Te) \quad (\text{définitions de } _S, _Cf)$$

$$\Leftrightarrow I + Mi > (s - 1 + hc_f)[Te + _Da]$$

$$\Leftrightarrow I + Mi > [(g(te)c_f - c_f - c_d)] [Te + (1 - t)_Z - Te] \quad (\text{en effet, } _Da = _Z - _T - Te \text{ d'après l'équilibre au pôle A})$$

$$\Leftrightarrow f(I^* - F1) - CCF + Mi > [(g(te)c_f - c_f - c_d)](1 - t) _Z$$

Niveau 2 : annulation des pertes par rapport à la période précédente.

Les nouveaux fondements théoriques du protectionnisme dans le circuit keynésien

$$I + _I + Mi + _Mi + Te = F1 + _F1 + F2 + _F2$$

$$\Leftrightarrow I + _I + Mi + _Mi + Te = S + _S + D + _D - Da - _Da \quad (\text{équilibre au pôle B})$$

$$\Leftrightarrow I + _I + Mi + _Mi + Te = S + _S + Mi + _Mi + Mccf + _Mccf - X - Da - _Da$$

(définition du déficit commercial et de son augmentation)

$$\Leftrightarrow I + _I + Mi + _Mi + Te = S + _S - Da - _Da + hCf + h_Cf - X \quad (\text{relation page 8})$$

$$\Leftrightarrow I + _I + Mi + _Mi + Te = s(Y1 + Y2 + Da) + s(_Da + Te) - Da - _Da + hc_f (Y1 + Y2 + Da) + hc_f (_Da + Te) - X \quad (\text{définitions de } S, _S, Cf \text{ et } _Cf)$$

$$\Leftrightarrow I + _I + Mi + _Mi = (s + hc_f) (Y1 + Y2 + Da) + (s - 1 + hc_f) (_Da + Te) - Da - X$$

$$\Leftrightarrow f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi + f(I^* + F1) - CCF + M = (s + g(te)c_f) (Y1 + Y2 + Da) + [(g(te)c_f - c_f - c_d)](1 - t) _Z - Da - X$$

Niveau 3: sur l'ensemble des deux périodes, les profits non distribués sont positifs.

$$I + _I + Mi + _Mi + Te > F1 + _F1 + F2 + _F2$$

$$\Leftrightarrow I + _I + Mi + _Mi + Te > S + _S + D + _D - Da - _Da \quad (\text{équilibre au pôle B})$$

$$\Leftrightarrow I + _I + Mi + _Mi + Te > S + _S + Mi + _Mi + Mccf + _Mccf - X - Da - _Da$$

(définition du déficit commercial et de son augmentation)

$$\Leftrightarrow I + _I + Mi + _Mi + Te > S + _S - Da - _Da + hCf + h_Cf - X \quad (\text{relation page 8})$$

$$\Leftrightarrow I + _I + Mi + _Mi + Te > s(Y1 + Y2 + Da) + s(_Da + Te) - Da - _Da + hc_f (Y1 + Y2 + Da) + hc_f (_Da + Te) - X \quad (\text{définitions de } S, _S, Cf \text{ et } _Cf)$$

$$\Leftrightarrow I + _I + Mi + _Mi > (s + hc_f) (Y1 + Y2 + Da) + (s - 1 + hc_f) (_Da + Te) - Da - X$$

$$\Leftrightarrow f(_I^* - _F1) - _CCF + _Mi + f(I^* + F1) - CCF + M > (s + g(te)c_f) (Y1 + Y2 + Da) + [(g(te)c_f - c_f - c_d)](1 - t) _Z - Da - X$$